

de Danforth (M. Harris), alors qu'il a accusé notre groupe de chercher à mettre à l'avant ses propres théories. Je ne sais comment on pourrait justifier une telle accusation. Chose certaine, nous ne sommes pas venus ici en cette circonstance, simplement pour acquiescer à toutes les propositions du Gouvernement sans chercher à lui offrir certaines suggestions d'ordre pratique. Devons-nous perdre absolument de vue ce que l'avenir peut nous réserver?

L'honorable représentant de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) a également fait un appel à la tolérance, mais il ne s'est guère montré tolérant lui-même lorsqu'il a cherché à s'assurer un avantage politique au détriment de notre groupe, en nous accusant de prêcher, sous le manteau du crédit social, l'enrégimentation et la dictature. Je vous le demande, monsieur l'Orateur, est-il dans cette enceinte un groupe qui penche plus vers l'enrégimentation que la Fédération du Commonwealth coopératif? Il est sûrement évident qu'il faut avoir recours à l'enrégimentation et à la dictature pour assumer le contrôle des moyens de production. Je constate que depuis un an la C.C.F. a modifié de beaucoup son attitude. L'an dernier, par exemple, l'honorable député préférait aller en prison plutôt que d'aller à la guerre, tandis que cette année on fait une distinction entre le service militaire au pays et à l'étranger. Cela est absurde; il n'y a aucune différence. Il ne saurait exister de distinction entre les deux. Le service au Canada signifie le service à n'importe quel endroit pour le Canada, et nous ne pouvons, sans posséder les renseignements voulus, dire où sera notre première ligne de défense. Si cette ligne se trouve sur le Rhin, c'est là que devraient être les Canadiens.

Notre groupe parlementaire a fait connaître clairement son attitude. Nous n'avons pas hésité à dire ce qui, selon nous, devrait se faire dans la situation présente. Le Canada sera probablement en guerre avant la fin de cette journée. Nous ne vaincrons jamais les forces d'Hitler par des discours. Notre groupe a proposé la conscription de la finance, de l'industrie et du capital humain. Pourquoi proposons-nous la conscription des hommes? Parce que nous savons que les individus qui hier étaient à la charge du public, ceux qu'un député traitait de "yaps" au cours de la dernière session, ceux qui étaient renvoyés d'une ville à une autre et d'un comté à l'autre parce qu'ils étaient trop embarrassants et qu'ils coûtaient trop d'argent aux municipalités, seront demain nos héros nationaux. Ils ne devraient cependant pas être les seuls. On ne devrait pas les pousser à la guerre par suite de leur situation économique. Si vous pouvez, monsieur l'Orateur, m'indiquer un pire

[M. Poole.]

mode de conscription, je voudrais bien le connaître. Nous voulons que, dans cette guerre, les fils d'ouvriers ne soient pas seuls appelés à donner leur vie quand on ne touche pas à la finance. Il ne faut pas attendre que la guerre soit finie pour discuter ces questions; il faut le faire avant le commencement de la guerre.

L'objection de l'orateur précédent (M. Harris) était probablement dirigée contre notre proposition de la conscription de la finance. Monsieur l'Orateur, nous sommes irrévocablement opposés à la dictature d'Hitler, mais nous sommes aussi opposés à celle de la finance. Toutes deux sont également odieuses. Nous, les membres de ce groupe, représentant une partie de l'opinion publique, combattront sur tous les fronts ces deux genres de dictature.

On a souvent dit en cette Chambre, depuis que j'en fais partie, qu'il n'y avait pas d'argent pour des travaux publics. On n'aura cependant pas de difficulté à trouver de l'argent pour la guerre. Nous savons que la guerre nous a été imposée, mais, si nous nous y lançons, faisons-le avec tout ce que nous avons, et non pas seulement avec la moitié de ce que nous avons. Nous ne voulons pas entendre répéter ce qui s'est dit après la dernière guerre, quand les survivants sont revenus harassés au pays, quand un Parlement apathique a dit à ceux qui avaient tout donné pour le pays et qui durent réclamer durant vingt ans des pensions et des emplois: "Nous n'avons pas d'argent". Nous ne voulons plus qu'on nous dise, quand nous proposons de créer du crédit et de la monnaie, que ce serait là une inflation dangereuse.

Je suppose qu'il n'est pas conforme au Règlement de discuter ces questions. L'honorable préopinant (M. Harris) n'aime pas les allusions à ces sujets, mais nous ne devons pas méconnaître les faits. Les membres de notre groupe aiment à rechercher les faits, à fonder leurs opinions sur des faits et non sur la fiction. Pourquoi s'opposerait-on à la conscription de l'industrie? Allons-nous prendre l'attitude de l'homme qui a dit un jour à Jésus qu'il avait fait tout ce qu'il devait faire, qu'il avait mené une bonne vie et qui voulait savoir ce qu'il devait faire de plus. Le Seigneur lui répondit: "Allez et donnez vos biens", mais cet homme ne revint pas.

L'honorable député de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) est prêt à appuyer les mesures de guerre seulement pour ce qui a trait à la fabrication des munitions que d'autres utiliseront. Ceux qui croient à une société sans profits n'ont aucune objection aux profits réalisés en temps de guerre. Il doit être évident pour chacun d'entre nous que si nous expédions une cargaison de blé à un port britannique, nous sommes en guerre, parce que les